

**ENTASSEMENT DES POPULATIONS ET PAUVRETÉ DANS LES
VILLAGES D'ACCUEIL DES IMMIGRANTS NIGÉRIENS DANS LE
MAYO-TSANAGA**

HAROUNA

Université de Douala, Cameroun

harounaabraham@yahoo.fr

&

Oumarou GNEBORA

Université de Douala, Cameroun

oumarougneboral@yahoo.fr

&

YATOUMA Edouard

Université de Douala, Cameroun

yatouma26@gmail.com

Résumé : Classé parmi les départements de la région de l'Extrême-Nord ayant un taux de pauvreté chronique supérieur à 60% (INS, EC-ECAM 4, 2016), le département de Mayo-Tsanaga fait face à de nombreux défis environnementaux et humains, notamment avec la forte déflagration démographique de ces dernières années, consécutive à l'arrivée massive des réfugiés nigériens fuyant les exactions de Boko Haram dans plusieurs villages. Le constat révèle que l'entassement des migrants étrangers, des déplacés internes et des populations locales accroît les misères des gens qui sont contraints de partager ensemble un même espace de vie malgré l'accès difficile aux ressources de base. Cela nous amène à nous demander quels sont les problèmes de développement résultant de cette cohabitation forcée ? L'hypothèse stipule que le surpeuplement des zones montagneuses par des milliers de réfugiés nigériens a perpétué la pauvreté et augmenté les souffrances humaines en dépit des interventions humanitaires. Dans une démarche qualitative, la démonstration est fondée sur des données factuelles collectées auprès 30 ménages réfugiés par le biais des entretiens semi-directifs et l'argumentaire se situe sous l'angle de la théorie de la résilience et de la théorie de la sociologie critique. Ni les populations hôtes, ni les migrants étrangers et les déplacés internes, ne bénéficient d'une protection sociale et économique suffisante et durable.

Mots clés : Entassement des populations, Pauvreté, Villages d'accueil, Immigrants nigériens, Mayo-Tsanaga

CROWDING OF POPULATIONS AND POVERTY IN THE VILLAGES WELCOMING NIGERIAN IMMIGRANTS IN MAYO-TSANAGA

Abstract: Ranked among the departments of the Far North region with a chronic poverty rate of over 60% (INS, EC-ECAM 4, 2016), the department of Mayo-Tsanaga faces numerous environmental and human challenges, particularly with the strong demographic deflagration of recent years, following the massive arrival of Nigerian refugees fleeing the exactions of Boko Haram in several villages. The crowding of foreign migrants, internally displaced persons and local populations is increasing the misery of people who are forced to share the same living space despite difficult access to basic resources. This leads us to ask what development problems result from this forced cohabitation? The hypothesis is that the overpopulation of mountainous areas by thousands of Nigerian refugees has perpetuated poverty and increased human suffering, despite humanitarian interventions. In a qualitative approach, the demonstration is based on factual data collected from 30 refugee households through semi-structured interviews, and the argument is framed in terms of resilience theory and critical sociology theory. Neither host populations, nor foreign migrants and internally displaced persons, benefit from sufficient and sustainable social and economic protection.

Key words: Overcrowding, Poverty, Host villages, Nigerian immigrants, Mayo-Tsanaga

Introduction

L'actualité politique, tant à l'échelle nationale qu'internationale est marquée par des crises politiques, migratoires et humanitaires. Des débats, symposiums, conférences, tables rondes, colloques sont organisés pour discuter ces problématiques imbriquées les unes dans les autres, dans une approche tantôt interdisciplinaire, tantôt pluridisciplinaire afin de les explorer et de mieux les saisir dans le temps et dans l'espace. Dans la sous-région de l'Afrique Centrale, règne un calme précaire, très souvent détérioré par des violences politiques, des coups d'État, des rebellions, des guerres inter-ethniques ou intra-communautaires, des génocides etc. Pour Bellina, Darbon et al. (2010, p.14), il s'agit là des États en faillite, incapables

d'assumer les fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté et promouvoir le développement et d'assurer la sécurité et le respect des droits de l'homme de la population ». La « fragilité » dont il est question est « l'incapacité de l'État à répondre aux attentes de sa population ou à gérer les changements d'attentes et de capacité par le processus politique.

En examinant la problématique de la géopolitique de l'instabilité dans la région des grands lacs, notamment en abordant les réflexions sur les réfugiés, acteurs et/ou auteurs des mutations géostratégiques, Biyoya Makutu Kahandja (2009, p.12) revient sur cette faiblesse des États de ladite région. Selon cet auteur, ces États sont

incapables et surtout instables, ne pouvant produire que des drames – génocides et guerres civiles – sans jamais parvenir à relever le défi de la réconciliation et du dialogue national, sans jamais gagner le pari de la reconstruction démocratique ni du développement social et économique .

L'institutionnalisation de l'Etat et la démocratisation de la vie politique en Afrique a eu pour corollaire l'exacerbation des violences politiques, soit pour influencer les régimes en place (les rebellions), soit pour accéder à la magistrature suprême. Dans le deuxième cas, les contestations et les manifestations populaires sont souvent l'expression du refus par les populations du musèlement de la scène politique, caractérisée non seulement par l'éternisation d'un seul homme au pouvoir, mais aussi par la modification de la constitution, le trucage des élections, l'adoption d'un code électoral erroné à la faveur du régime en place, la mal-gouvernance, etc. Au regard du drame politique et du retard de la croissance socioéconomique dans les pays d'Afrique Centrale consécutifs à la libéralisation et la démocratisation dans les années 90, des observateurs ne manquent pas de relever que l'Afrique est un vaste continent en ébullition. C'est non sans pertinence que Mimche (2006, p.4) reprenant Ben Arous (2001) affirme que :

L'Afrique noire vit une situation pour le moins paradoxale en ce début du XXI^e siècle : " Alors que disparaît le principal facteur à l'origine des conflits qui la secouent depuis le début des indépendances, et que se met en place un élément essentiel dans la construction d'une société pacifiée, le continent a traversé les années 1990 dans un tourbillon dramatique".

Poussés par les chocs des violences politiques et de nombreuses violations des droits humains consécutifs aux remous politiques (Tchad, RCA, Nigéria, RDC, Soudan etc.), les populations civiles ont été contraintes à fuir leur pays à la recherche d'un asile. En effet, comme dispose la déclaration universelle des droits de l'homme, « devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays » (article 4, alinéa1). Dans un contexte marqué par des climats politiques tendus dans plusieurs pays de la sous-région d'Afrique Centrale, les populations fuient les épicrocentres du conflit pour se réfugier dans des zones plus sécurisées. Le Cameroun, en raison de sa stabilité politique et économique et considéré comme un havre de paix, fait l'objet de nombreuses sollicitations des demandeurs d'asile (Ebolo, 2004 ; Zognong, 2001) nigériens, tchadiens, centrafricains, etc. Selon le plan de réponse stratégique du Cameroun (2015), préparé par une équipe de pays chargée de l'action humanitaire, le Cameroun compte 312 000 réfugiés de plus de 28 nationalités et de 60 000 déplacés internes, sans compter les réfugiés de fait ignorés par les statistiques nationales. Pour témoigner de cette inlassable offre d'hospitalité aux étrangers, le HCR (2005, p.2) révèle dans son rapport que : « au moment où les politiques d'immigration se durcissent un peu partout, et où les frontières sont de plus en plus hermétiques aux afflux de réfugiés, le Cameroun continue à pratiquer sa politique d'hospitalité et reçoit un afflux continu [...] de demandeurs d'asile qui arrivent des pays voisins ». Cette reconnaissance au gouvernement camerounais a été renouvelée par Abou Moussa, représentant du HCR, en visite d'évaluation, en déclarant face à la presse le 14 Mars 2014 que :

C'est l'occasion pour nous de féliciter grandement l'Etat du Cameroun pour ses efforts en faveur de la recherche de la paix en République Centrafricaine et pour l'épanouissement des réfugiés qui arrivent en milliers sur cette terre d'accueil. Comme vous le savez, il y a des choses qui ne sont pas quantifiables. Le gouvernement camerounais a offert des terres pour accueillir ces réfugiés qui bénéficient des soins de santé dans les hôpitaux publics et de la sécurité assurée par les forces de sécurité et de défense camerounaises. C'est un apport incalculable qui mérite d'être.

Bien qu'ayant signé un accord de siège en 1982 avec le HCR et ratifié les principaux textes relatifs à la protection internationale des réfugiés, notamment la convention de Genève relative au statut des réfugiés (1951), le protocole relatif au statut des réfugiés (1967), la convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (1969), la convention de l'union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées (Kampala, 2009), la déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Cameroun peine encore à garantir convenablement les droits des réfugiés et ceux de ses propres citoyens.

En effet, de nombreuses études menées au Cameroun et ailleurs Fresia (2009) ; Agier (2008, 2013) ; Laacher (2013) ; Bettati (2013.) ; Harouna (2019), Atlani-Duault (2009) ; Coquery-Vidrovitch (2003); Deng (1993); Ela (2006); D'halluin-Mabillot (2012), Essomba (2010) ; Foxen (2009) ; Mimche (2006) ; Sindjoun (2004), etc. mettent en exergue la fragilité des réfugiés, qu'ils soient dans ou hors des camps. Ces auteurs pensent que les réfugiés sont sans refuge, indésirables, vulnérables et sont enfermés dans des « hors lieux », affamés et casés dans des logements précaires dans des conditions difficiles et de promiscuité. Si on s'accorde à leurs analyses, les réfugiés sont privés de liberté et jouissent très peu de leurs droits en matière de santé, d'éducation, de libre circulation, d'accès à l'alimentation, bref, du bien-être de manière générale. Insuffisantes et inadéquates, les aides humanitaires destinées à réduire la misère et l'indigence des étrangers et des autochtones reproduisent de quelque manière que cela soit, la pauvreté. Au regard de l'indigence économique et sociale de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun avant les crises migratoires et sécuritaires qui la secouent depuis une décennie environ, on se demande quels sont les effets d'installation de plusieurs centaines de milliers de migrants nigériens et déplacés internes dans le département du Mayo-Tsanaga sur le développement individuel et collectif des ménages qui y résident ? Dans un contexte marqué par des incertitudes et la désarticulation des familles, quels sont les nouveaux défis pour réduire la misère humaine dans le Mayo-Tsanaga en proie non seulement à la pauvreté et une crise humanitaire sans précédent, mais aussi à la permanence des assauts de la secte islamiste Boko Haram ? Quelles sont les stratégies adaptatives mises sur pied par le gouvernement et les populations pour surmonter les insécurités qui ont bouleversé l'organisation sociale en général et ont accru la fragilité des ménages ?

L'idée soutenue est que l'immigration des réfugiés nigériens et les déplacements internes des populations dans cette partie du pays ont des effets pervers sur le développement. Si l'assistance et la protection humanitaire contribuent à l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles, de manière globale, cette aide est insignifiante par rapport aux besoins résultant de l'installation des demandeurs d'asile et des réfugiés dans les communautés hôtes. Certains observateurs reprochent au HCR le fait que les procédés qu'il utilise ne sont pas en adéquation avec ses terrains. A ce propos, selon Fresia (2009, p.348)

Loin d'être standardisés et participatifs, les programmes d'assistance ont, en pratique, été sans cesse remodelés par des « coursiers » de l'humanitaire et ont renforcé le pouvoir de quelques-uns en favorisant la mise en œuvre de logiques d'appropriation privatives de l'aide. [...] Loin d'être une entreprise rationnelle de contrôle des flux migratoires ou de mise à l'écart des « indésirables », l'action du HCR est plutôt apparue comme relevant d'une politique de fuite en avant et de

bricolage, faite de réajustements successifs, soumise à des contraintes internes, d'ordres politiques. Ne serait-ce que pour assurer sa propre survie institutionnelle, l'agence onusienne est obligée de s'adapter avant tout aux intérêts des Etats, ses véritables clients, avant de satisfaire ceux de ses « bénéficiaires ».

1. Démarche méthodologique

Axée sur une démarche qualitative, cette réflexion est basée sur l'exploitation des données de terrain, collectées auprès de trente ménages (10 autochtones, 10 réfugiés et 10 déplacés internes) par le biais des entretiens semi-directifs. Au total, 30 ménages sélectionnés à partir d'un échantillonnage hétérogène en boule de neige ont participé à l'étude. Il s'est agi pour nous de recruter des participants de statuts sociaux différents et qui sont issus des espaces géographiques divers afin d'élargir nos connaissances sur la pauvreté liée à l'entassement des populations en situation de migration. Le processus d'enquête a commencé par l'identification des « têtes de série » de chaque catégorie d'acteurs impliqués, notamment le chef du village de Minawao, le président des réfugiés nigériens et le leader des communautés des déplacés internes. De par leurs attributions et leurs responsabilités, ils nous ont fourni des informations sur leurs perceptions de la pauvreté avant et pendant la période d'urgence et de stabilisation, mais aussi nous ont orienté vers d'autres répondants auprès desquels nous avons collecté des données. Guidé d'un autochtone vers un autre, d'un réfugié vers un autre, d'un déplacé interne vers un autre, nous avons pu constituer un réseau de recommandations de chaîne de notre population cible qui, à terme, nous a produit des données factuelles nécessaires à notre démonstration. De manière générale, les entretiens avaient une durée maximale de 50 minutes environ et débutaient par 4 questions ouvertes, offrant ainsi aux différents chefs de famille la possibilité de s'exprimer librement sur le sujet étudié, de telle sorte que leurs réponses servent de pilier incontestable d'analyse. La phase d'enquête de terrain achevée, nous avons procédé à la transcription de 30 entretiens, desquels s'est opérée une analyse qualitative fondée sur une analyse thématique de contenu reposant sur la transposition d'un corpus donné en un certain nombre de thèmes récurrents et représentatifs de ce corpus et ce, en fonction des objectifs poursuivis par la recherche. De ce travail de thématisation par codification est établie une représentation synthétique des principales tendances du phénomène étudié.

L'argumentaire est soutenu par deux cadres théoriques : la théorie critique et la théorie de la résilience sociale et économique. La sociologie critique est développée principalement par Balandier (1971), Bourdieu (1984, 1968) et Touraine (1974). Elle est fondée sur l'idée que la réalité sociale se présente comme une doublure et pour parvenir à atteindre son sens réel qui est masqué ou caché, le sociologue doit y porter un regard au second degré. C'est à juste titre que Berger (1973, p.40) révèle que la réalité sociale « offre plusieurs niveaux de significations. La découverte de chacun de ces niveaux modifie la perception de l'ensemble ». Touraine (1974, p.87) lui emboîte le pas lorsqu'il déclare que : « la sociologie critique est celle qui s'éloigne le plus du discours de la société et des idéologies pour saisir les rapports sociaux, et par conséquent pour briser les unités d'observation fournies par la pratique sociale. »

Appliquée à notre contexte de recherche, la sociologie critique ambitionne de comprendre en profondeur les interactions entre les populations hôtes, les populations réfugiées et les déplacés internes, de savoir les liens qui se nouent entre ces communautés et les institutions gouvernementales et onusiennes, afin d'établir une corrélation entre les discours sur la réduction de pauvreté, de l'aide humanitaire et les réalités telles qu'elles sont vécues sur le terrain dans le Mayo-Tsanaga. Par cette grille de lecture, on est parvenu à comprendre les enjeux et les défis des discours idéologiques et prescriptifs de l'ONU dans ce qu'il est commun d'appeler la protection humanitaire. En réalité, en se référant aux propos de Ziegler (1980, p. 20) « *tout système culturel, toute idéologie, toute religion, masque, cache, ment et révèle tout à la fois. Ce qui est le plus caché est le plus véridique* ». Quant à la théorie de la résilience sociale et économique, elle met un accent particulier sur l'adaptabilité et la capacité à se réinventer après un choc. Les travaux de Sen (1992 ; 1999), abordent abondamment cette question de la résilience humaine et sociale, mettant en relief la capacité des gens à absorber les traumatismes, à subir des changements et à se construire après des épreuves très dures. Pris dans le contexte de notre réflexion, la théorie de la résilience a permis de montrer les capacités adaptatives des populations hôtes, des réfugiés nigériens et des déplacés internes à se reconstruire une nouvelle vie après les répercussions violentes et traumatisantes des attaques de Boko Haram. La résilience renvoie davantage donc à ce que Vanistendael (1996) appelle le « réalisme de l'espérance », car, tous sont mentalement et psychologiquement disposés à se relever.

2. Résultats

2.1. *Crise humanitaire et explosion démographique instantanée dans des villages hôtes*

Le déclenchement de la crise sécuritaire orchestrée par la secte islamiste Boko Haram a entraîné de nombreuses vagues successives de migrations des populations du Nord-Est du Nigéria et celles des villages frontaliers au Nigéria dans l'Extrême-Nord Cameroun. L'afflux massif de ces réfugiés et déplacés internes dans le camp de Minawao et d'autres villages épargnés des frappes des islamistes a radicalement modifié la configuration démographique du département du Mayo-Tsanaga tout en accroissant significativement le nombre de sa population.

2.1.1. *Une population autochtone considérable*

La région de l'Extrême-Nord est historiquement la plus peuplée au Cameroun au regard des résultats chiffrés des différents recensements publiés par le BUCREP de 1974 à nos jours. Selon les estimations démographiques publiées par le même organe, la région de l'Extrême-Nord compte environ 3 993 007 âmes en 2015, inégalement réparties sur ses 34 246 Km² pour une densité moyenne de 116,59 d'habitants au Km². Si on se réfère aux statistiques des recensements des années 1974 et 2005, une lecture profonde permet de déceler que la densité moyenne de la population de cette région a doublé voire triplé. En 1974, la densité y était de 40,7 habitants au Km². En 2005, elle est passée à 90,8 habitants au Km².

Bien que la population du département du Mayo-Tsanaga soit démographiquement grande, il n'en demeure pas moins que les cinq autres s'inscrivent

dans la même dynamique. Ça et là, montagnards et peuples des plaines, influencés par le poids des traditions culturelles et religieuses, respectent moins les politiques de planning familial impulsées par le gouvernement. Cette tradition, renforcée par l'idée que les enfants constituent une « richesse irremplaçable » et une « garantie pour les vieux jours », tant pour les proches que pour la communauté dans son ensemble, a favorisé jusqu'à nos jours, un levain pour l'augmentation du taux de natalité dans des villages. A cela faut-il ajouter les progrès réalisés dans le domaine de la médecine. En dehors de ce que les pandémies sont maîtrisées par les vaccinations, les progrès réalisés dans le domaine de la santé génésique ont significativement réduit les écarts entre les naissances et la mortalité infantile. Certes, l'absence ou l'insuffisance des formations de santé à laquelle il faut ajouter la qualité de leurs plateaux techniques jouent négativement dans la prise en charge des malades mais, les consultations prénatales, les counselings à l'endroit des femmes enceintes et allaitantes ont aussi contribué largement à l'augmentation de l'espérance de vie des femmes en âge de procréer. Avant la création du camp de réfugiés de Minawao, de nombreux villages de la localité à l'instar de Gawar et bien d'autres villages environnants du site de Minawao avaient déjà un important nombre de populations. Elles étaient constituées en grandes lignées familiales.

Cette progression exponentielle de la population locale a des conséquences sur l'organisation socioéconomique et la gestion de l'environnement. On assiste de plus en plus aux migrations des jeunes qui quittent le village non pas seulement à la recherche d'un lendemain meilleur, mais aussi à cause de l'insuffisance des terres arables. Suite aux conflits fratricides qui en découlent, l'exode massif semble être une solution durable. Toutefois, les populations restées sur place n'ont pas toutes accès aux ressources fondamentales. En rapport avec les faits naturels (nature des sols, pluviométrie, climat, etc.), les paysans sont régulièrement confrontés à de périodes de famine et d'accès à l'eau potable. L'accès à la santé et la scolarisation sont d'autres défis à ne pas négliger car, le nombre et la qualité des infrastructures sanitaires et éducatives ne répondent pas de manière efficiente à la demande de la population déjà très nombreuse. Sous le poids de sa densité démographique, toute la région baigne dans un marasme socioéconomique qui malheureusement va s'augmenter sous la pression des vagues successives des migrations forcées nigériennes et des déplacements internes engendrés par les assauts criminels de Boko Haram au sein des communautés nigériennes et camerounaises.

2.1.2. *Des flux importants des déplacés internes*

Le conflit Boko Haram n'a pas seulement entraîné les vagues de migrations nigériennes dans l'Extrême-Nord Cameroun. Il a également forcé certaines populations camerounaises frontalières à fuir les attaques criminelles et lâches des affidés de Boko Haram. Il a touché les populations des départements de Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava et le Logone et Chari, limitrophes du Nigéria. Régulièrement victimes des incursions de certains membres djihadistes, la plupart d'entre elles étaient dans l'obligation de se déplacer pour trouver des milieux d'accueil. Ainsi, dès le début des exactions de Boko Haram dans les villages camerounais depuis 2014, l'on enregistre d'importants mouvements migratoires des populations qui constituaient des cibles terroristes vers les villages ou villes où règnent la sécurité et la paix. Dans diverses localités du Mayo-Tsanaga, les déplacés se comptent par-milliers au sein de la communauté hôte. Leurs afflux massifs inquiètent les populations comme le souligne un djaoro proche du camp de Minawao :

les déplacés internes sont aussi nombreux que les réfugiés nigériens. Ils sont juste dispersés dans les quartiers et le village. S'il faut les réunir en un seul site comme ces étrangers, l'on peut dire qu'ils sont aussi nombreux que les Nigériens. Ils sont venus des différents villages pour se retrouver ici. Ils pensaient aussi que le HCR allait s'occuper d'eux et les mettre même dans le site. Mais malheureusement, ils ne sont pas admis dans le site. Les voici qui ont envahi nos villages et tout devient dur et compliqué.

Les raids transfrontaliers, les attentats-suicides perpétrés par des membres présumés du groupe Boko Haram et l'intensification des opérations militaires ont contraint 180 000 Camerounais de l'Extrême-Nord à abandonner leurs maisons, leurs villages et leurs richesses pour s'installer dans des zones d'asile sûres. Selon le rapport du HCR¹⁴⁷ de juillet 2016, le Cameroun comptait 347 372 déplacés internes. Parmi eux, 262 831 vivent dans la région de l'Extrême-Nord et partagent les ressources limitées avec les communautés hôtes (OMI, 2020, p.10). Les flux des déplacés internes les plus importants ont circulé dans la région entre 2014 et 2016, soit 62 %, correspondant aux périodes durant lesquelles plusieurs localités de la région ont été attaquées. En 2018, la région de l'Extrême-Nord comptait 321 886 personnes déplacées internes (51 930 ménages), représentant 65 % de toute la population déplacée de la région. Depuis décembre 2019, leur nombre a augmenté de 8 %, soit 24 506 déplacés internes (OMI, 2020, p.20).

Le Mayo-Tsanaga connaît une augmentation globale de 7 227 personnes déplacées internes, réparties dans les différentes localités : principalement dans les arrondissements de Mokolo avec 4 895 déplacés internes de plus et de Koza avec 1 802 personnes de plus à cause des incursions de groupes armés. Dans l'arrondissement de Mokolo, neuf nouvelles localités accueillent 1 871 personnes déplacées internes dont la majorité représentant 70 % occupe les sites de Sirak-Gorai et de Zamalva. Dans l'arrondissement de Koza, on assiste à d'importants mouvements de populations camerounaises dans la localité de Gaboua avec 540 personnes déplacées internes en provenance de Mayo-Moskota ; dans la localité de Gaboua-Marché avec 150 déplacés internes en provenance de Mayo-Moskota et dans la localité de Mavoumay avec 250 personnes en provenance de Mozogo. Au fil des années, la quasi-totalité des villages frontaliers du nord du Nigéria était dans l'obligation de se vider pour chercher refuge ailleurs. Ils essaient tous les différents départements de l'Extrême-Nord Cameroun.

Dans le Mayo-Tsanaga, les incursions de groupes armés depuis le début de l'année 2020, ont contraint les personnes retournées à se déplacer de nouveau, avec 1 180 retournés de moins dans le département. Cette diminution est importante dans l'arrondissement de Mokolo où le mouvement le plus significatif est celui de 2 460 retournés partis vers les localités de Zamalva, Idamtsai et Gorai depuis janvier 2020. Par ailleurs, 100 ménages de 900 retournés ont été recensés dans la nouvelle localité de Moundougoua, dans l'arrondissement du Mayo-Moskota. En 2019, dans le Mayo-Tsanaga on dénombre 36 068 retournés au total (OMI, 2020, p.31). Au cours de nos enquêtes de terrain, un répondant déplacé interne du village Zlévet rapporte : « nous fuyons la mort. Aujourd'hui, nous ici. Après deux semaines on veut rentrer chez nous.

¹⁴⁷HCR-bureau Cameroun, *Portail opérationnel crises de réfugiés au Cameroun*, disponible sur le site <https://data2.unhcr.org/fr/country/cmr>, consulté le 22 septembre 2019.

Tous les temps, tous les temps, ils viennent tuer et brûler nos maisons. On ne peut pas quitter définitivement le village, on revient toujours là-bas. Mais c'est juste pour voir. Mais c'est fort, tout le village est vidé de ses hommes »

En effet, les données statistiques sur les déplacés internes et les réfugiés sont insaisissables. Leur nombre oscille en fonction du climat sécuritaire aux frontières avec le Nigéria voisin. Les déplacés ont tendance à retourner dans leur village dès qu'il y a un semblant d'accalmie. Malheureusement, des frappes inopinées les contraignent à nouveau à un déplacement à la recherche d'une cachette. Plus l'intensité des incursions augmente, plus il y aura des déplacés qui, en l'espace de quelques mois de répit vont replier chez eux, où ils se sentent mieux. L'absence des terres cultivables et la montée de la pression sociale dans les communautés hôtes les poussent à replier pour développer leurs activités quotidiennes. Ces mouvements de va et vient font en sorte que les chiffres énoncés par les agences onusiennes diffèrent d'une période à une autre et d'un contexte à un autre.

Malgré les difficultés de subsistance des populations autochtones, les personnes déplacées internes et les anciennes personnes retournées les ont intégrées et elles bénéficient de leur hospitalité. Ne bénéficiant pas de la prise en charge totale des organismes humanitaires comme les réfugiés, ils ont ainsi trouvé de tuteurs pour les héberger pendant plusieurs mois, voire des années. Comme les déplacés internes, les réfugiés nigériens et demandeurs d'asile sont aussi nombreux à se retrouver dans les villages du Mayo-Tsanaga, notamment à Minawao.

2.1.3. *L'importance numérique des demandeurs d'asile et réfugiés nigériens*

Le conflit et la violence suscités par les activités de Boko Haram dans les pays du Bassin du Lac Tchad ont également contraint de nombreuses populations au Nord-Est du Nigéria à migrer à l'Extrême-Nord Cameroun. À cause de leur forte insécurité, elles ont déstabilisé la région provoquant l'afflux de nombreux réfugiés nigériens, obligés à vivre dans les camps, les sites ou les zones de transit. Au 31 mars 2016, la population totale de réfugiés s'élève à 56 803 personnes parmi lesquels 60,4 % ont moins de 18 ans et 53,2 % sont des femmes (UNHCR, 2016). En 2017, le nombre de nouveaux arrivants a atteint 4 513 personnes (UNHCR, 2017). Cette augmentation a fait qu'en 2017, le camp de Minawao enregistre au total 58 819 réfugiés nigériens, dont 61 % de personnes de moins de 18 ans et 54 % de femmes/filles (UNHCR, 2017, *ibid.*). De 2018 à 2019, l'effectif s'est encore accru, car 533 nouveaux arrivants ont été recensés, élevant les statistiques à 60 000 réfugiés vivant dans le camp. Avec une augmentation continue de la population du camp, sa capacité d'accueil s'est vue limitée, poussant plusieurs autres réfugiés à trouver asile hors du camp.

En vue de réduire la proportion des réfugiés hors camp, une opération d'enregistrement biométrique des réfugiés s'est opérée en 2020 dans la région de l'Extrême-Nord au cours de laquelle 3 057 d'autres cas ont pris contact avec les services du HCR. Cette augmentation se justifie par l'arrivée depuis janvier 2020 d'un nombre important de nouveaux réfugiés, les éléments de Boko Haram n'ayant pas encore arrêté de faire des victimes sur les territoires camerounais et nigériens. De manière globale, les réfugiés hors camp non enregistrés sont répartis comme suit : 264 personnes dans le Diamaré, 20 118 personnes dans le Logone-et-Chari, 145 personnes dans le Mayo-Danai, 145 personnes dans le Mayo-Kani, 71 personnes dans le Mayo-Sava, 1 081 personnes

dans le Mayo-Tsanaga (OIM, 2020). Cette hausse de demandeurs d'asile se justifie par la persistance du climat d'insécurité et de violences dans le Nord-Est du Nigéria depuis le début de l'année 2020 (OIM, 2020, *ibid.*). Selon OIM (2020), la région de l'Extrême-Nord a accueilli jusqu'en fin d'année 2020, 8 050 ménages de 48 769 réfugiés hors camp, vivant dans 269 localités, notamment dans les départements de Mayo-Sava, de Mayo-Kani et surtout du Mayo-Tsanaga. Dans leur immense majorité, ces réfugiés hors camp habitent au sein des communautés hôtes, dans des abris spontanés ou des maisons en location OMI (2020)

Tableau 1 : Types d'abris des réfugiés hors camp

Départements	Familles d'accueil	Spontané	Location
Diamaré	23 %	77 %	
Logone-Et-Chari	60 %	39 %	1 %
Mayo-Danay	50 %	3 %	47 %
Mayo-Kani	8 %	92 %	
Sava Mayo	5 %	95 %	
Mayo-Tsanaga	70 %	12 %	18 %

Source : OMI (2020, p.28)

A la lecture de ce tableau, force est de constater que les réfugiés hors camp et demandeurs d'asile sont globalement dans les familles d'accueil ou installés dans des sites. Le Mayo-Tsanaga restant le principal département qui accueille à la fois le plus grand nombre de ménages hors camp et des réfugiés statutaires abrités dans le camp de Minawao.

2.2. *La résurgence de la pauvreté dans le Mayo-Tsanaga*

Depuis 2014, les violences de Boko-Haram dans le Nord-Est du Nigéria, les raids transfrontaliers et les attentats suicides au Cameroun ont causé des déplacements massifs de réfugiés nigériens et déplacés internes. Nombre de populations nigérianes et du département de Mayo-Sava ont fui l'insécurité pour se réfugier dans le Diamaré, Logone et Chari et le Mayo-Tsanaga. Mais dans leurs milieux d'accueil (camp de Minawao aménagé pour la circonstance) ou hors du camp, les réfugiés et déplacés internes sont en proie à de nombreux problèmes de survie. Dans le Mayo-Tsanaga, leurs afflux massifs, ajoutés à la démographie déjà galopante de la zone, n'ont cessé d'aggraver la pauvreté. Pour le préciser, le Mayo-Tsanaga ne compte que 6 000 habitants contre 60 000 réfugiés dans le camp et plus de 20 000 hors camp sans compter les déplacés internes. Sa population a été multipliée par 10 en quelques années seulement, ce qui est susceptible d'influencer négativement sur l'organisation sociale et la répartition des richesses dans ledit département (Brangeon et Bolivard, 2017). Après avoir tout abandonné derrière eux, les immigrés sont confrontés dans leurs milieux d'accueil à des conditions de vie difficile. Le nombre croissant de migrants nigériens et de déplacés internes a augmenté la pression démographique du Mayo-Tsanaga, imposant ainsi un conflit pour accéder aux ressources et biens déjà insuffisants avant leur installation.

2.2.1. *Une disproportion entre infrastructure de santé et population du village Minawao*

La présence massive des réfugiés et des déplacés pose de réels défis de prise en charge des personnes en matière de santé publique. Dans le camp comme à l'extérieur, il se pose un problème aigu de santé maternelle. Par ailleurs, le camp est situé dans une région où l'indice de mortalité néonatale (38 %) est le plus élevé du pays. L'accès des femmes et des enfants de moins de cinq ans aux services de santé reste préoccupant dans les zones de conflit depuis 2014 (MINSANTE, 2017). Sur le plan infrastructurel, seuls deux centres de santé (Minawao 1 et Minawao 2) incluant deux maternités assurent la protection médicale à la fois aux populations locales, immigrés réfugiés et aux déplacés internes. En dehors de la santé primaire, d'autres patients ayant des pathologies chroniques sont référés à l'hôpital départemental de Mokolo, situé non loin de Minawao. En 2019, l'état des lieux des équipements et des infrastructures de prise en charge de santé maternelle indique que le camp ne comprend que deux centres de santé intégrés pour environ 60 000 déplacés, alors que le standard du HCR pour les centres de santé dans les camps de réfugiés est de 20 000 réfugiés pour un poste de santé. L'un dispose d'un bâtiment complet de maternité et l'autre, un équipement et un espace de prise en charge de la malnutrition. Les deux postes de santé comptent 5 médecins, 15 infirmiers, 20 aides-soignants et 7 sages-femmes (Rapport annuel du secteur santé, 2017). Bien plus, on note l'absence des femmes dans le dispositif d'accueil, d'écoute et de soins des femmes. Le manque d'espace confidentiel pour la réception et l'écoute des réfugiées, les pesanteurs culturelles ainsi que le manque de moyens financiers exposent cette catégorie de personnes qui refusent très souvent à se faire consulter par des hommes. Il s'agit de l'impact des barrières socioculturelles qui aboutissent aux accouchements à domicile, au refus du planning familial. En clair, l'accès aux soins de santé maternelle n'est pas optimal dans le camp de Minawao (Bapowa Ngafwé et Kiam, 2016) étant donné qu'un écart dans la prise en charge de la santé reproductive est observé dans les deux maternités. On note aussi une insuffisance des ressources humaines dans la mesure où trois médecins ne peuvent pas assurer les soins de santé primaire, prendre en charge la santé reproductive, la santé mentale et s'occuper des activités de prévention contre le VIH/SIDA (Foxen, 2009). Les conséquences d'une telle situation sont nombreuses. On assiste ainsi à une prévalence des maladies de personnes spécifiques telles que les enfants de moins de 5 ans (63,8 %), les femmes enceintes (58,5 %) et les femmes allaitantes (59,1 %). Les réfugiées font face au paludisme (60,13 %), à la malnutrition (13,50 %), au rhumatisme (4,50 %), à la dysenterie et à la rougeole (4,18 %). Les besoins d'assistance en santé maternelle et infantile se sont accrus en raison de l'augmentation du nombre des réfugiées dans le camp de Minawao et dans l'ensemble du Mayo-Tsanaga.

2.2.2. *Se laver et boire de l'eau, un luxe pour les populations de Minawao*

Dans cette zone sahéenne extrêmement aride, la question de l'approvisionnement quotidien en eau pour les 60 000 réfugiés sans oublier les déplacés internes et les populations hôtes, représente évidemment un défi important. Depuis 2013, les autorités gouvernementales avec leurs partenaires nationaux et internationaux ont mis en place plusieurs solutions pour répondre à ces besoins. Aucune ne permet de répondre efficacement aux besoins, car la fourniture journalière d'eau reste toujours faible.

Les étrangers et les autochtones utilisent les infrastructures et services d'Eau, d'Hygiène et Assainissement qu'ils ont trouvés dans les communautés d'accueil. La forte pression démographique résultant de la crise sécuritaire, migratoire et humanitaire a accru cette insuffisance en eau, surtout que les puits sont asséchés durant la saison sèche. Les femmes et enfants sont contraints de faire des kilomètres à pieds pour aller chercher l'eau

à boire et pour le ménage, ce qui les expose aux risques d'agression et aux viols. Pour pallier le manque d'eau, l'UNHCR et l'UNICEF ont construit 32 forages de plus de 40 mètres de profondeur et équipés de pompe à motricité humaine. Les camions approvisionnent les populations en eau de consommation à la station de Mokolo grâce aux camions donc le nombre varie en fonction des besoins. Depuis 2017, une adduction d'eau construite depuis la station de Mokolo résorbe 60 à 70 % des besoins en eau en alimentant 24 bornes fontaines dans le camp. Dans les environnants du camp, une station d'épuration d'eau fonctionne uniquement pendant la saison pluvieuse. En dépit de la mise en place de ces infrastructures hydrauliques, la fourniture en eau dans le camp correspond à 1 litre par jour et par personne. Ce qui est inférieur au standard SPHERE (15 litres par jour et par personne) et loin du standard UNHCR qui est de 20 litres par jour par personne. En 2019, avec 36 forages et 33 bornes fontaines fonctionnels, on note au camp un gap de 45 points d'eau, surtout que les infrastructures fonctionnelles n'ont pas un rendement optimum.

Au regard de ces manquements, les populations sont dans l'obligation de faire de longues files d'attente devant les points d'eau où les disputes et bagarres sont courantes. Cette utilisation intense des forages entraîne des pannes récurrentes qui sont parfois réparées par des techniciens formés sur le tas. En 2017, le constat révèle que près d'un forage sur quatre est en panne, ce qui a davantage contribué à l'aggravation du déficit en point d'eau dans la localité de Minawao. Dans le camp de réfugiés de Minawao, environ 60 000 réfugiés qui avaient fui la violence de Boko-Haram ont du mal à trouver des sources d'eau saines, en particulier pendant la saison sèche, lorsque les rivières tarissent et que les réserves d'eau deviennent plus rares. L'accès à l'eau reste un grand défi pour toutes les communautés de Minawao, les sources d'approvisionnement étant parfois inexistantes, surexploitées ou en panne, aboutissant à une réduction en consommation d'eau, notamment pour se baigner ou faire des travaux ménagers.

2.2.3. Des insécurités multiples

L'assainissement et l'hygiène représentent un défi important pour les réfugiés et les déplacés. La situation dans le camp et au sein de la communauté d'accueil est préoccupante tant il est vrai que l'insuffisance des toilettes et des latrines peut créer des foyers des maladies endémiques et hydriques, notamment le choléra très fréquent dans la localité. Selon les normes régissant l'organisation des camps de réfugiés, l'UNHCR préconise 20 personnes par latrine et par douche. Or, une observation profonde du camp de réfugiés de Minawao révèle que ces indications ne sont qu'un simple discours, le site ne disposant que 2690 latrines et 2157 douches pour une population totale de 60000 personnes. En plus de leur insuffisance, ces latrines ont été construites sans béton et ne sont ni équipées, ni entretenues. Dans ces conditions, la majorité des réfugiés vont hors du camp pour se soulager en brousse ou dans des ruisseaux en prétextant ne pas pouvoir partager ces espaces de commodité avec leurs beaux-fils ou beaux-parents. Ces manquements, ajoutés à l'insuffisance en eau potable et d'usage quotidien augmentent la vulnérabilité des réfugiés face aux maladies. En fait, partager les toilettes et les douches est une épreuve difficile à gérer dans le camp. Interviewé, un chef de famille nous a rapporté ce qui suit :

C'est bien beau de dire que nous avons des toilettes et des douches. Non seulement elles chauffent, mais il y a des risques énormes à y trouver une personne de sexe opposé en train de faire ses besoins. D'ailleurs, une fois, j'ai rattrapé un

couple là-dedans. Imaginez-vous bien ma frustration et celle de la femme après. Mon épouse, en entrant dans la cuisine la nuit chauffer de l'eau, à trouver pareil. Il n'y a pas d'intimité dans ces endroits. Je vais toujours loin en brousse pour me soulager.

Ce témoignage est une expression de la violence tacite relevant de la pauvreté à l'état brute. Cela relève des besoins fondamentaux pour être un humain digne. Or, si uriner, faire des rapports sexuels dans endroits inappropriés, faire les selles sont une difficulté, on peut comprendre aisément le degré de pauvreté dans laquelle vivent des personnes réfugiées ou déplacées au quotidien. Les personnes qui vivent hors du camp sont dans des logements précaires caractérisés par la promiscuité, le manque d'intimité, d'articles et d'équipements domestiques ainsi que des services d'hygiène et d'assainissement adéquats. Certains sont dans des maisons sans latrines et là où elles existent, elles sont clôturées par la paille ou des vieux sacs, exposant la nudité partielle des usagers. Dans ce contexte, la défécation à l'air libre est donc devenue une pratique courante tant pour les populations hôtes que pour les déplacés pour contourner les regards d'autrui. Il est fréquent de voir les enfants déféquer dans les rues à côté des ordures ménagères. Les adultes, femmes, filles et hommes, attendent le crépuscule ou la nuit pour se retirer à la sortie du village ou bien doivent parcourir des distances plus ou moins longues pour se mettre à l'abri et se mettre à l'aise.

Bien plus, les déplacés sont également victimes de problèmes d'insécurité alimentaire. Ayant perdu une grande partie, voire entièrement leurs moyens de subsistance, la quasi-totalité des réfugiés traversent des moments difficiles liés à la pénurie alimentaire. Alors que l'aide humanitaire couvre difficilement l'ensemble des besoins consécutifs à l'afflux des réfugiés et des déplacés, les populations hôtes se trouvent doublement confrontées à l'insécurité alimentaire. Car, en dehors de partager désormais leurs ressources avec les étrangers, les populations autochtones ne profitent pas de l'aide humanitaire apportée par les ONG.

Quand s'épuisent les stocks alimentaires et se vident les greniers, tout le monde, y compris les réfugiés, souffre de famine, surtout que l'absence d'eau ne permet pas que les familles développent des activités agricoles alternatives (culture de contre saison). Dans ces conditions, la pénurie alimentaire se globalise et des cas de mal nutrition, notamment des enfants, des personnes de troisième âge et des femmes enceintes ou allaitantes sont recensés par centaines dans toutes les communautés.

Le conflit Boko Haram a exacerbé la situation économique déjà précaire et bousculé les rôles socioéconomiques de l'Extrême-Nord Cameroun. Avec la crise migratoire et l'insécurité galopante dans divers domaines de la vie, la région est perçue par les autorités et les bailleurs de fonds comme une zone à assister et non comme une région d'opportunités économiques. Si les marchés frontaliers permettaient aux uns et aux autres de tirer profit des échanges entretenus par les nigériens et les camerounais, le climat d'insécurité n'a pas permis que continue le trafic entre ces deux communautés sœurs. Aujourd'hui, les marchés hebdomadaires dans lesquels les paysans revendaient leurs produits agricoles sont vidés s'ils ne sont pas brûlés par les éléments de la secte. Ceux qui persistent y viennent avec la peur dans le ventre, ce qui n'est pas sans risque sur le climat des affaires. Par ailleurs, l'agriculture, le transport et l'élevage des ruminants qui

employaient des milliers de personnes ont également été très touchés. Depuis le déclenchement de la crise, les zones frontalières sont presque inaccessibles et les cultures de plantes hautes, mil et maïs notamment, sont interdites par l'armée, même dans certaines localités non frontalières, pour des raisons de sécurité. En conséquence, la production agricole régionale a diminué de deux tiers depuis 2014 (Brangeon et Bolivard, 2017).

Avec l'arrivée de nombreux réfugiés, l'agriculture vivrière sur des superficies de petite taille, destinée à la subsistance dans la région donne des rendements médiocres. Dans de nombreux villages, les agriculteurs ont difficilement mené leurs activités de production, en navette entre leur site de déplacement et leurs parcelles à cause des menaces, des agressions ou des attentats. La campagne agricole des villageois a été tumultueuse à cause de l'insécurité. Des cultures et les récoltes sont régulièrement dévastées par les combattants de Boko Haram, ce qui perturbe globalement la distribution des biens alimentaires dans les villages environnants. Dans ces conditions, les ménages consomment la totalité de leurs récoltes et ne peuvent s'offrir le luxe de les vendre. Au démarrage de la saison des pluies, les populations manquent de nourriture et aussi d'intrants agricoles comme les semences, les engrais et autres matériels agricoles, engendrant de la sorte une flambée des prix des denrées alimentaires.

2.2.4. *La recherche du bois de chauffage et des terres arables comme source de dégradation de l'environnement*

La présence massive des immigrés à l'Extrême-Nord Cameroun et particulièrement dans le département de Mayo-Tsanaga n'est pas sans influence sur la dégradation de l'environnement. Leur implication dans les activités agricoles et bien d'autres ont participé à la raréfaction des terres arables. Bien qu'avant l'arrivée des réfugiés et des déplacés internes, l'inadéquation entre la demande en bois de chauffage et l'offre en la matière représentait déjà un réel défi environnemental et énergétique. La présence des Nigériens et des déplacés internes dans le Mayo-Tsanaga vient aggraver la situation. Elle participe davantage à la destruction de l'environnement. Les nouveaux arrivants exercent une pression sans précédent sur l'environnement tant pour développer l'agriculture que pour cuisiner, le bois étant la seule source d'énergie dans les villages. En 2016, la consommation en bois dans les alentours de Minawao est de 43 tonnes par jour. En 2017, plus de 5 148 tonnes environ de bois ont été consommées. Malgré l'utilisation des foyers améliorés par les réfugiés, la demande de plus en plus croissante en énergie et l'augmentation de la démographie impose que des arbustes soient coupés régulièrement pour alimenter les ménages. D'ailleurs, les populations hôtes tout comme les réfugiés ont fait de la vente du bois une activité rentable pour résorber les besoins financiers de leur famille. Le besoin en bois a ainsi poussé les réfugiés et bien d'autres populations à aller les prélever même dans la réserve naturelle protégée et sacrée de Zamay située à environ 15 km du camp. Toute cette consommation quotidienne contribue inévitablement à la détérioration de l'environnement. En fait, la présence des arrivants a accéléré la dégradation du couvert végétal de la zone et engendré la destruction de certaines plantes médicinales utilisées par les villages de Gadala et de Zamai situés à proximité du camp de Minawao. Avant l'arrivée des réfugiés dans le département en 2013, il suffisait de

parcourir 3 km à pied pour s'approvisionner en bois. Maintenant, il faut désormais aller jusqu'à 18 km en dehors du camp, les réserves aux alentours étant entièrement détruites (Brangeon et Bolivard (2017).

La déforestation progressive a aussi un impact sur la faune de la région, notamment sur la présence des petits animaux tels que les rats, biches, lièvres, etc. La présence de ces derniers dans le paysage est ainsi devenue rare. La création du camp de Minawao sur 623 hectares, situé à 30 km de la frontière nigérienne à l'ouest de Maroua, à proximité du village Minawao, Gadala, Zamay et Gouringuel exerce une pression foncière sur les populations hôtes, Barroy (2015) ; Brangeon et Bolivard (2017, op. cit.). La création du camp et la présence massive des réfugiés et déplacés dans la région sont à l'origine de la réduction de la superficie des terres arables et des pâturages disponibles. En effet, l'emplacement même du camp (choisi par le gouvernement) pose un problème, car il a été construit sur des terres cultivables, précédemment utilisées par les communautés avoisinantes pour semer le sorgho, principal aliment consommé (Brangeon et Bolivard, 2017, ibid.). En plus des superficies qu'occupe le camp de Minawao, ses occupants pratiquent aussi de l'agriculture, ce qui entraîne le rétrécissement des espaces agraires précédemment utilisés par les seuls agriculteurs locaux. « *Regarde, on n'a même plus où se reposer. Tout a été détruit en quelques années seulement. Nos terres ont été arrachées. Le camp occupe tout l'espace. Les villageois n'ont plus où travailler des champs. On va plus loin et même dans les villages voisins pour chercher les terres. Ça grouille ici. On souffre. Pas d'arbres, pas de terre. ...* » déclare un riverain.

Aujourd'hui, les terres à cultiver sont rares au point où les pâturages sont exploités, ce qui n'est pas sans influence sur les rapports entre éleveurs et agriculteurs qui se rivalisent pour pratiquer leurs activités respectives. Or, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'élevage, la destruction du couvert végétal presque inexistant, devient une réalité critique. Bref, l'insécurité due à Boko Haram a contribué à la réduction d'environ 15 % des superficies emblavées des céréales par rapport à la situation des années normales, d'avant la crise (Brangeon et Bolivard, 2017). La concentration des réfugiés et des déplacés internes exerce une pression sur les terres et les ressources, que ce soit pour les besoins de subsistance, du bois utilisé comme source d'énergie, de pâturage ou d'exploitation pour d'autres usages, notamment dans la construction des huttes renouvelées chaque année. Elle constitue un facteur de surexploitation irrationnelle des ressources, de la pollution de l'air, de l'eau, du sol et par la même occasion du déséquilibre des écosystèmes.

3. Adaptation et résilience des populations du Mayo-Tsanaga face à la pauvreté

Face à l'incapacité du HCR, des pouvoirs publics et des bailleurs internationaux à fournir l'aide humanitaire nécessaire et d'apporter le développement dans la localité du Mayo-Tsanaga, toutes les couches de la population se sont engagés à développer des stratégies alternatives pour minimiser et surmonter les affres de la pauvreté. Malgré la présence d'une configuration de plusieurs spécialistes d'institutions humanitaires et gouvernementales soutenant les populations dans les domaines de la santé, l'éducation,

l'hygiène et salubrité, la nutrition et sécurité alimentaire, la protection, etc., la précarité économique et sociale est plutôt croissante.

3.1. *La réponse des populations réfugiées et déplacées à la pauvreté*

Bien que confinés dans les camps de réfugiés ou des zones de transit, déplacés internes et demandeurs d'asile se battent pour sortir de la dépendance à laquelle ils sont assujettis par le HCR et les ONG qui estiment tout leur donner. En dehors des initiatives individuelles, collectives ou familiales, des microprojets à caractère développementaliste sont financés par le HCR. Il s'agit précisément des Activités Génératrices de Revenus (AGR) dont l'objectif principal vise à sortir les familles de la pauvreté et de ce fait, de les rendre plus autonomes. Dans le camp, plusieurs femmes réfugiées bénéficient du soutien des ONG. Elles reçoivent de petites formations qui leur permettent de soutenir financièrement leur foyer. Ces activités rentrent dans le cadre de l'insertion professionnelle, notamment dans le domaine de la couture, le tricotage, la fabrication du savon, du yaourt etc. De petites activités génératrices de revenus sont également mises sur pied, en particulier l'élevage de petits ruminants, le petit commerce, la gestion collective des moulins à écraser le mil ou à moudre les arachides. Bref, l'idée de l'entrepreneuriat féminin est largement soutenue, ce d'autant plus que, en contexte de migration, ce sont les femmes qui portent le poids du foyer, la reconversion professionnelle étant difficile pour la plupart des hommes qui ont tout perdu durant la période de crise. Un des réfugiés n'a pas manqué de le reconnaître par ses propos : « *nous saluons l'initiative du HCR. Il occupe et aide nos femmes en apprenant quelque chose à faire. Ça aide à acheter de petits trucs pour les enfants et la cuisine. ... J'étais propriétaire d'un grand magasin de vente en gros et détail. J'ai tout abandonné pour fuir. Je n'ai plus d'argent. Je confie ma vie et celle de ma famille à Dieu* ». Dans plusieurs cas de figure, des chefs de ménage, ayant perdu l'essentiel de leurs biens pendant la crise, tentent de faire des reconversions professionnelles, les aides reçues étant insuffisantes ou inappropriées aux besoins qu'ils expriment. Dans les camps ou hors des camps, les femmes s'activent dans l'élevage (caprin, volaille, ovin), l'agriculture de subsistance, le petit commerce et rendent des services chez des particuliers moyennant de petites rémunérations. Malgré les efforts consentis par des familles pour se prendre soi-même en charge, les revenus moyens ne leur permettent pas de gérer tous leurs besoins. Surprises par les difficultés de la vie, certaines réfugiées, pour des besoins matériels et financiers, se laissent amener sans scrupule par des hommes qui leur promettent des lendemains meilleurs.

L'analyse des comportements des familles en exil dans l'Extrême-Nord Cameroun pose la problématique de l'efficacité de l'aide humanitaire (Atlani-duault, 2009 ; D'Halluin-Mabillot, 2012), notamment la refondation des économies des ménages dépouillés par les affidés de la secte islamiste Boko Haram. Mais, l'observation de la réalité de terrain montre que ni les initiatives propres aux réfugiés, ni les AGR soutenues par le HCR n'ont pu relancer les économies des familles effritées sous les effets des migrations forcées. Au demeurant, toutes ces familles présentent le même visage, coiffées par une précarité généralisée à l'ensemble de la communauté. Le fait que des institutions humanitaires agissent sur les communautés locales et des réfugiés par des programmes

ponctuels sur des périodes de courte durée ne permet pas de booster de manière continue l'économie globale de la société. Dans le contexte actuel des interventions humanitaires dans l'Extrême-Nord Cameroun, tous ou presque tous les appuis accordés individuellement et collectivement aux migrants en faveur du développement répondent exclusivement aux besoins immédiats.

Asservis, ils y vivent dans la promiscuité et dépendent des institutions paternalistes qui leur promettent une entière prise en charge. Mécanisme de contrôle, le camp produit de l'identique au quotidien, les talents enfermés et bloqués ne pouvant véritablement s'exprimer et contribuer au développement réel des localités d'accueil. Comme le souligne (Fresia, 2009, p.45) « *une fois dans le camp ou un espace humanitaire, le réfugié ou le déplacé interne devient, dans la rhétorique humanitaire, une pure victime, sans passé, ni présent. [...] Ils ne sont plus considérés comme des agents actifs, acteurs de leur vie, mais comme des spectateurs passifs, en attente d'une amélioration de leur situation* ». De manière globale, les politiques publiques qui régissent les migrations forcées au Cameroun sont plus axées sur la gestion des urgences, période au cours de laquelle plusieurs actions sont entreprises par le gouvernement pour accueillir et installer les demandeurs d'asile sur des sites souvent arrachés aux populations autochtones.

3.2. *L'appui de la communauté hôte dans la lutte contre la pauvreté*

Souvent négligée ou méconnue, la contribution de la communauté hôte dans la prise en charge des demandeurs d'asile est fondamentale. L'accueil et les premiers secours reçus par les migrants sont imputables à la bonne foi et aux gestes charitables des membres des villages qui compatissent aux souffrances endurées par les victimes. Il s'agit là d'une solidarité informelle souvent capitale pour relever les populations immigrantes en perte d'espoir. La convivialité de la communauté hôte se traduit par la promptitude avec laquelle elle apporte du réconfort moral et psychologique gracieusement aux victimes traumatisées par le choc vécu depuis leur village d'origine. Soins, boissons, matériels de couchage, vêtements, habitat etc. leur sont donnés en attendant l'assistance formelle des autorités. Dans ce contexte précis, les premiers villages d'accueil des immigrants nigériens leur ont servi, non seulement de cadre de refuge, mais aussi de bouclier, étant donné qu'ils sont eux aussi la cible des frappes des « bokoharamistes ». Mais, conscients du danger et maîtrisant leur environnement montagneux mieux que leurs étrangers, ils les aident à esquiver et à échapper aux pièges tendus par l'ennemi dans les zones d'asile.

En dehors des terres, patrimoines culturels arrachés « *manu militari* » aux riverains sans aucune intention d'indemnisation pour la construction des sites, zones de transit et du camp de réfugiés de Minawao, la collaboration avec les populations autochtones a permis aux réfugiés d'avoir des terres où ils pratiquent l'agriculture. Si le camp de réfugiés peut dans une moindre mesure être considéré comme un espace socio-économique et politique spécifique, son organisation et son fonctionnement procèdent en partie du contexte global de la société refuge. La pression démographique et les contraintes qui en résultent, notamment l'accentuation de la pauvreté due à l'insuffisance des ressources, est subie entièrement par les villages de l'Extrême-Nord Cameroun. Cette

situation est d'autant plus vraie que les familles réfugiées, en plus des avantages qu'ils bénéficient de la collaboration pacifique avec les autochtones, reçoivent des aides supplémentaires du HCR. De ce fait, les conditions d'existence de la communauté des réfugiés sont mieux que celle de la société d'accueil ignorée par l'État, le HCR et ses partenaires.

4. Discussion

4.1. *L'aide humanitaire, une illusion pour les réfugiés nigériens et les déplacés internes*

Les conditions d'existence des populations du Mayo-Tsanaga et spécifiquement des immigrés réfugiés et des déplacés internes amènent à s'interroger sur l'effectivité de l'aide humanitaire et de la crédibilité des institutions onusiennes en charge de la protection internationale des réfugiés au Cameroun. Confronté à de nombreuses crises sécuritaires, le gouvernement du Cameroun peine aujourd'hui, non seulement à la reconstruction des zones en conflit, mais aussi à apporter le développement dans les localités en détresse. L'instabilité politique à laquelle fait face le pays depuis une décennie, notamment la crise dite anglophone et la guerre contre la secte islamiste Boko Haram impacte radicalement sur ses capacités à pouvoir répondre efficacement aux préoccupations de développement de toutes les régions du pays. A cela s'ajoute le marasme économique consécutif à la crise sanitaire du corona virus et de la guerre en Ukraine ayant abouti au ralentissement de la vie économique et de ce fait, le retard ou l'abandon de la réalisation des projets d'aménagement du territoire poursuivis par le gouvernement.

Si le Cameroun traverse quant à lui des périodes sombres de sa vie politique et économique, l'inaction de la communauté internationale suscite tant de curiosités. Car, en dehors de l'inefficacité et de l'insuffisance de l'aide humanitaire, très peu d'efforts sont consentis pour rétablir l'équilibre et la stabilité socioéconomique tant souhaitée par les populations en proie à la misère sous toutes ses formes. Au regard des interventions du HCR et du gouvernement dans cette région du pays réputée pour son état de pauvreté, on se demande s'il existe une volonté réelle de sortir ces « damnés de la terre » de leur situation de précarité. Ils sont entre la négligence, l'oubli ou l'abandon dans ma mesure où, depuis que la situation perdure, tout se passe comme si on était toujours à la phase d'urgence, les issues d'intégration socioéconomique étant bloquées. Après dix ans d'exil, les réfugiés continuent à dépendre totalement d'une aide humanitaire très insignifiante pour de nombreuses familles en quête du droit à un niveau de vie décent, suffisant pour permettre leur développement physique, mental, moral et social. Loin d'être un soutien, ce paternalisme entretenu par le HCR participe à la culture d'attentisme asphyxiant, ce qui est un grand danger pour l'émancipation des migrants. Le HCR a-t-il démissionné de ses responsabilités se demandera-t-on ?

Si le bilan du HCR est mitigé et controversé, il n'en demeure pas moins que sur le terrain, il est présent et travaille avec les institutions gouvernementales, intergouvernementales et onusiennes.

Tableau N° 2 : Acteurs présents dans le camp et répartitions des partenaires par secteurs d'activités

	EHA	Sécurité alimentaire	Nutrition	Santé	Shelter/NFI	Education	CCCM	Live- lihoods	Protection
Agences UN	UNHCR, UNICEF	UNHCR, WFP	UNHCR, WFR/ UNICEF	UNICEF, OMS, FNUAP	UNHCR, UNICEF, OMS, FNUAP	UNICEF, FNUAP	UNHCR	UNHCR	UNHCR,
Agences gouvernementales	MINEE, Camwater		Minsanté	Minsanté		Mineduc, Minesec			Minas, Minprof
ONGs	Msf-CH, Plan international, public concern, IEDA/ACE EN	Pulic concern/IEDA	Msf-CH/IMC/ CRC	Msf-CH, IMC	IEDA/Plan international	Pulic concern, IEDA	IEDA		CICR/ ALDEPA/ IEDA

Source : Rapport d'évaluation, camp de Minawao, Extrême-Nord, Cameroun. (Solidarités internationales : 2015)

A la lecture du tableau ci-contre, on s'aperçoit tout de même que plusieurs partenaires sont mobilisés pour fournir de l'aide aux réfugiés. Comme le souligne Agier (2008), le domaine humanitaire « *inclut tous les intervenants, publics et privés, gouvernementaux, intergouvernementaux, non gouvernementaux et onusiens qui utilisent le qualitatif humanitaire comme mode de reconnaissance, de distinction ou de légitimation de leurs actions sur le terrain. La collaboration, bon gré ou mal gré, entre toutes ces entités sur une même parcelle de l'espace mondiale est une autre preuve que le dispositif, dans son ensemble, agit autant pour le contrôle que pour le soin.* » p. (300) En fait, chaque secteur d'activité est contrôlé par des institutions bien déterminées. Par ce geste, le HCR fait une partition des tâches qui lui incombe, ce qui s'apparente mieux à une sous-traitance pour reprendre Agier (2008, p.300) lorsqu'il affirme qu'« *il [HCR] "» sous-traite' ses opérations en passant des contrats avec de nombreuses ONG pour intervenir auprès des réfugiés qu'il a en charge* ». Mais, cette présence des filiales de l'ONU à Minawao ne change en rien le quotidien des populations qui continuent toujours vivre dans la misère. Tout se passe comme si l'institution et ses ONG d'exécution agissaient par formalité, du semblant faire, juste pour donner l'impression de remplir ses missions.

En fait, le HCR prétexte que les financements sont insuffisants pour pouvoir prendre en charge tous ceux qui sont dans le besoin. Pour l'institution mandataire, les donations reçues sont inférieures aux besoins exprimés par l'ensemble des personnes relevant de sa compétence institutionnelle. Une autre préoccupation et non la moindre est que, les fonds collectés servent d'abord à offrir des services sociaux de base aux réfugiés. Le Cameroun comme tous les autres pays de l'Afrique n'est pas suffisamment développé. Les zones qui accueillent les réfugiés n'ont pas d'infrastructures publiques suffisantes et de qualité pouvant offrir des services minimaux aux réfugiés et déplacés internes. Dans ces conditions, il est question pour les institutions onusiennes de les créer et de renforcer les capacités de celles existantes, ce qui n'est pas sans effets directs sur la vie des bénéficiaires qui évaluent les actions humanitaires sur la base des référents quantitatifs et non qualitatifs.

Par ailleurs, la politique du HCR au Cameroun donne l'impression de relever des actions spontanées que d'une série d'actions ordonnées, réfléchies, normalisées et planifiées, visant à contrôler les flux migratoires, c'est-à-dire à assister et à protéger les réfugiés. L'assistance humanitaire, au regard des pratiques de terrain, est un « grand marché », un véritable « business » caractérisé par la concurrence pour la ponction des ressources financières. Les conclusions de Marion Fresia (2009 : 348) ne sont pas loin de ce constat. Elle soutient que :

loin d'être standardisés et participatifs, les programmes d'assistance ont, en pratique, été sans cesse remodelés par des « coursiers » de l'humanitaire et ont renforcé le pouvoir de quelques-uns en favorisant la mise en œuvre de logiques d'appropriation privatives de l'aide. [...] Loin d'être une entreprise rationnelle de contrôle des flux migratoires ou de mise à l'écart des « indésirables », l'action du HCR est plutôt apparue comme relevant d'une politique de fuite en avant et de bricolage, faite de réajustements successifs, soumise à des contraintes internes, 309 d'ordres politiques. Ne serait-ce que pour assurer sa propre survie institutionnelle, l'agence onusienne est obligée de s'adapter avant tout aux intérêts des Etats, ses véritables clients, avant de satisfaire ceux de ses « bénéficiaires ».

Le manque de coordination entre les différentes organisations humanitaires dans les camps de réfugiés, fait en sorte que ces moyens soient orientés ailleurs et non pour répondre objectivement aux besoins des bénéficiaires. D'ailleurs, une fois dans l'espace humanitaire, fusse-t-il le camp, « le réfugié ou le déplacé interne devient, dans la rhétorique humanitaire, une pure victime sans passé ni présent. ... Ils ne sont plus considérés comme des agents actifs de leur vie, mais comme des spectateurs passifs, en attente d'une amélioration de leur situation. » (Fresia, 2009, p. 45)

4.2. Une population réfugiée à la personnalité versatile

Dépassés par les événements et plongés dans l'impasse et le désarroi, les réfugiés et les déplacés internes sont partagés entre rentrer chez eux et faire face aux attaques de Boko Haram ou rester en exil et vivre dans des conditions de précarité continue. L'angoisse permanente de ces fugitifs les plongent dans un trouble moral impliquant la détresse et une instabilité résidentielle. Si les réfugiés statutaires, bien qu'étant insatisfaits résistent aux affres de la pauvreté dans le camp de réfugié de Minawao, un nombre important des réfugiés de fait et des déplacés internes qui affrontent un quotidien âpre et s'inquiètent de leur avenir, n'hésitent pas à retourner dans leur village. Il s'agit pour les uns et les autres de braver la peur et d'attendre la mort sur place. « Il n'y a pas deux manières de mourir. Mort est égale à mort. Douce ou brutale, elle reste toujours la mort. Restez ici en terre étrangère et y mourir lâchement à cause des stresses, c'est mourir indignement en trahissant la mémoire de mes ancêtres. Moi, on m'entertera là où repose éternellement les miens tués par les éléments de la secte islamiste Boko Haram », a déclaré un immigrant réfugié. Ce témoignage est une preuve suffisante de l'idée que se font les réfugiés nigériens, une sorte de critique et de dénonciation de la gouvernance humanitaire au Cameroun. Face à la précarité et la fatalité de l'exil, nombreux sont ceux-là qui abandonnent leur statut de demandeur d'asile afin de circuler librement entre les

frontières du Cameroun et du Nigéria. Cette option leur offre plus d'opportunités dans la mesure où ils sont capables non seulement de mieux résister à la pauvreté en étant chez eux, mais aussi de trouver asile au Cameroun chaque fois que les attaques deviennent insupportables. Immigrant réfugié ou citoyen nigérien donc ? Leur statut oscille. Si ambiguë que puisse se présenter leur position, ces mutations permanentes de statut visent à échapper aux tribulations de la vie, à contourner les épreuves de l'asile afin de trouver le mieux être ici ou ailleurs.

Dans les faits, fuir l'exil signifie pour bien de migrants revient à renouer avec leur passé. Il s'agit davantage des chefs de famille qui laissent leurs épouses et leurs enfants initier des activités ailleurs afin de subvenir aux besoins de leur ménage. Ceux qui ont un peu de moyens financiers deviennent des contrebandiers, développent un petit commerce transfrontalier dont les revenus sont un appoint non négligeable pour la prise en charge de leur famille restée sur place au Cameroun. Les agriculteurs quant à eux sont nomades. En saison des pluies, ils repartent aux frontières où ils pratiquent les cultures céréalières destinées essentiellement à la consommation familiale. Certes, les assauts répétitifs et inopinés de Boko Haram ne facilitent pas le meilleur suivi de leurs activités. Bien que la tâche soit difficile, il importe toutefois de relever que, les récoltes, si modiques soient-elles, améliorent significativement les conditions alimentaires dans les familles réfugiées. Dans tous les cas, l'option d'un double statut permet de jongler et de combler les défaillances du système humanitaire asservissant.

Conclusion

Au terme de notre réflexion orientée par la question de savoir quels sont les nouveaux défis du développement de la région de l'Extrême-Nord en proie aux crises humanitaires en contexte d'insécurité causée par le Boko Haram, on peut retenir quelques résultats saillants. L'explosion démographique qui y a cours à travers l'installation de plusieurs milliers de réfugiés nigériens et la circulation interne des familles instables dans ladite région ont augmenté remarquablement la pauvreté des habitants, y compris des autochtones. Si le HCR est présent sur le terrain, les actions avec les ONG d'exécution n'ont pas permis d'apporter un soutien optimum aux réfugiés et déplacés internes. Insuffisante et inadéquate, l'aide humanitaire n'a que produit et reproduit l'insécurité. Pour pallier le déficit matériel et psychosocial, les immigrants réfugiés, sans tourner le dos aux modiques aides, ont développé des stratégies de résilience leur ayant permis de surmonter certaines épreuves de l'asile. Mais, il reste que le bilan mitigé et critiqué du HCR soit sans explication pour les bénéficiaires. La gouvernance humanitaire ne protège pas. Elle maintient plutôt la dépendance des réfugiés aux institutions humanitaires, accroît le paternalisme de ces institutions. L'inefficacité des actions humanitaires semblent pour le moins s'expliquer non par l'insuffisance des donations, mais relève davantage de l'incapacité des ONG partenaires à collaborer, à coordonner et à ficeler un programme sur le long terme en impliquant en amont comme en aval les bénéficiaires. L'État aussi est en partie responsable de la fragilité économique et sociale des populations de la région. La pauvreté dont il est question n'est pas le simple fait de la déflagration démographique consécutive à la crise sécuritaire déclenchée depuis 2013. La présence massive des réfugiés n'a que fait accroître la misère que des gouvernements successifs n'ont pu juguler

malgré les discours politiques envisageant son éradication. La crise sécuritaire et humanitaire actuelle, si elle n'est pas contrôlée, pourrait être la cause d'une crise environnementale sans précédent au regard de la manière dont les ressources sont surexploitées dans le département du Mayo-Tsanaga.

Références bibliographiques

- 1- Agier M. (2013). « Espace et temps du gouvernement humanitaire », in Olivier DUHAMEL et al, Les réfugiés, Paris, Seuil, revue française d'études constitutionnelles et politiques, n° 144, pp 113 - 124
- 2- Agier, M. (2002). Aux bords du monde, les réfugiés, Paris.
- 3- Agier, M. (2008). Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire, Paris, Flammarion.
- 4- Arous B. (2001). Médias et conflits en Afrique, Paris, Institut Panos, Afrique de l'Ouest, Karthala, AtlanI-Duault L. et al. (2009). Anthropologie de l'aide humanitaire et 323 du développement des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques, Paris, Armand Colin
- 5- Atlani-duault, L. et al. (2009). (Sous la dir.) Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques, Paris, Armand Colin
- 6- Balandier G. (1986). Sens et puissance. Les dynamiques sociales, Paris, Puf
- 7- Barroy, J.-P. (2015). Solidarités internationales, Rapport d'Évaluation, Camp de Minawao, Extrême-Nord Cameroun,
- 8- Baska Toussia, D. V., GONGA F. et Pel-Mbara R.(2020). « Problèmes d'accès aux services de santé maternelle des réfugiées Nigérianes dans le camp de Minawao (Mayo-Tsanaga, extrême-nord Cameroun) », Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé 3 (6) 81-99, 2020, consulté le 2021-01-10 09:20:30, URL: <https://retssaci.com/index.php?page=detail&k=142>
- 9- Bellina, S. et Darbon, D. (2010). L'Etat en quête de légitimité. Sortir collectivement des situations de fragilités, Paris, Editions Charles Léopold Mayer
- 10- Berger P. (1973). Comprendre la sociologie. Son rôle dans la société moderne, Paris, Resma
- 11- Bettati, M. (2013). « Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) », In Gemenne, F. Migrations internationales. Un enjeu Nord - Sud ? Paris, Syllepse, Revue Alternatives Sud, n° 4, vol 22-2015, pp 91-112
- 12- Biyoya Makutu Kahandja, P. (2009). La géopolitique de l'instabilité dans la région des grands lacs. Réflexions sur les réfugiés, ces acteurs/ auteurs des mutations géostratégiques, l'Harmattan, collection « Comptes Rendus »
- 13- Brangeon, S. et Bolivard, E. (2017). L'impact environnemental du camp de réfugiés de Minawao. L'impact environnemental de la crise migratoire à l'Extrême-Nord du Cameroun et la prise en compte de l'environnement par les acteurs humanitaires, 2017
- 14- Coquery-Vidrovitch, C. (2003). Etre étranger et migrant en 324 Afrique au XXe siècle. Enjeux identitaires et modes d'insertion, Volume II : Dynamiques

- migratoires, modalités d'insertion urbaine et jeux d'acteurs, Paris, l'Harmattan, 529 p.
- 15- D'halluin-Mabillot, E. (2012). Les épreuves de l'asile. Associations et réfugiés face aux politiques du soupçon, Paris, EHESS.
 - 16- Deng, F. (1993). Les réfugiés de l'intérieur, un défi pour la communauté internationale, Paris, nouveaux horizons
 - 17- Djabba, J. et Ngapgue, J. N. (2018). « Effets de l'onde d'insécurité sur les activités touristiques d'une région située à l'abri des attentats terroristes : Mogodé et ses environs dans l'Extrême-Nord (Cameroun) », *Études caribéennes*, N0 2, consulté le 24 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/14195>
 - 18- Ebolo D. (2004). « Les réfugiés burundais et rwandais au Cameroun », in Sindjoun, L. (2004). *L'Etat, individus et réseaux dans les migrations africaines*, Karthala, pp 147- 172
 - 19- Ela J.-M. (2006). *Fécondité et migration africaines : les nouveaux enjeux*, Paris, l'Harmattan,
 - 20- Essomba, O. (2010). « La protection des réfugiés au Cameroun : réflexion sur l'apport de la loi 2005/006 du 27 juillet portant statut des réfugiés au Cameroun », in Boukongou, J.D. (2010). *Humanité et liberté en Afrique centrale*, Tome 2, Yaoundé, Presses de l'UCAC, pp 295 - 313
 - 21- Foxen, P. (2009). « Les réfugiés », in AtlanI-Duault, L. et al, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin, pp 41-72
 - 22- Foxen, P. (2009). « Les réfugiés », in ATLANI-DUAULT L. et al, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin, pp 41-72
 - 23- Fresia, M. (2009). *Les mauritaniens réfugiés au Sénégal. Une anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire*, Paris, l'Harmattan, collection connaissance des hommes
 - 24- Gemenne, F. (2015). (sous la dir), *Migrations internationales. Un enjeu Nord - Sud ?*, Paris, Syllepse, *Revue Alternatives Sud*, n° 4, vol 22- 2015, pp 125-136
 - 25- Harouna, (2019). *Crises socio-politiques en Afrique Centrale et enjeux normatifs des politiques de protection des enfants réfugiés au Cameroun. Esquisse d'une sociologie des droits des enfants en migration forcée*, thèse de Doctorat/PHD, Yaoundé I
 - 26- Laacher, S. (2013). « Réfugiés sans refuge », in Olivier DUHAMEL et al., *les réfugiés*, Paris, Seuil, *revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°144, p125-136
 - 27- Mimche H. (2006). « Le droit à l'éducation, quelles effectivités pour les réfugiés au Cameroun », communication présentée au colloque international co-organisé par les réseaux FASAF et ROCARE sur le « Education, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique », Yaoundé
 - 28- OIM, Cameroun. Région de l'Extrême-Nord. Rapport sur les déplacements, Round 21 du 25 Mai-10 Juin 2020
 - 29- PAM/PNSA, Évaluation de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et de l'Extrême-Nord, Cameroun, du13 - 24 septembre 2016

- 30- Plan de réponse humanitaire 2017-2020. Cameroun, 2016, consulté sur le site:
- 31- Rapport Inter-Agences sur la Situation dans l'Extrême Nord – Cameroun, 2016
- Sindjoun, L. (2004). Etat, individus et réseaux dans les migrations africaines Karthala
- 32- Touraine, A. (1974). Pour la sociologie, Paris, Seuil
- 33- Ziegler, J. (1980). Retournez les fusils. Manuel de sociologie d'opposition, Paris, Seuil
- 34- Zognong, D. (2001). Le Cameroun, une destination privilégiée pour les réfugiés, Governance Alert, N° 6, décembre-février.